



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°10 – 6 au 11 mars 2023

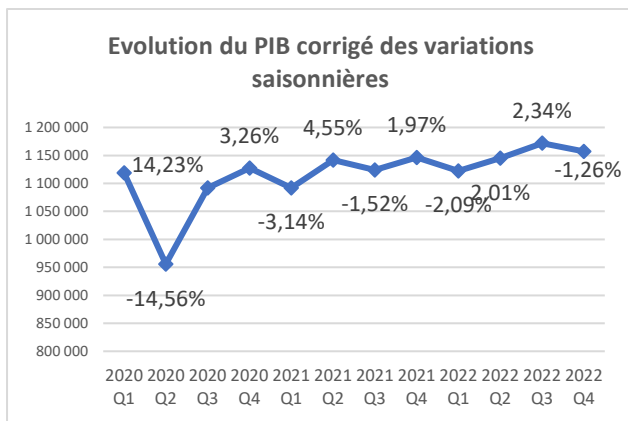
Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : L'économie se contracte au quatrième trimestre
- **Afrique du Sud** : Stellantis, DTIC et IDC signent un accord pour la production de véhicules
- **Afrique du Sud** : S&P Global Ratings dégrade la perspective de sa notation souveraine
- **Afrique du Sud** : Le DFFE suspend l'installation de Karpowership dans le port de Saldanha
- **Afrique du Sud** : L'indice de confiance des entreprises recule à nouveau au premier trimestre
- **Afrique du Sud** : Le rand sud-africain poursuit sa dépréciation
- **Afrique du Sud** : Des résultats encourageants pour SAA, qui peine à finaliser sa privatisation
- **Afrique du Sud** : Les réserves d'or et de devises étrangères diminuent en février
- **Angola** : Visite officielle du président Emmanuel Macron en Angola
- **Angola** : Création d'un cadre opérationnel permettant l'accès à des financements durables
- **Malawi** : Le gouvernement présente son projet de budget pour l'exercice 2023/24
- **Mozambique** : L'indice de confiance des entreprises rebondit en février (*Standard Bank*)
- **Namibie** : La Banque centrale publie ses perspectives économiques (Bank of Namibia)
- **Zimbabwe** : Le gouvernement a décidé de ne plus communiquer sur le taux d'inflation en ZWL

Zoom sur... le remaniement ministériel

Le Président Cyril Ramaphosa a annoncé, lundi 6 mars, un remaniement ministériel attendu depuis la fin décembre 2022 et la conférence électorale de l'ANC. Cette nouvelle équipe gouvernementale traduit les nouveaux équilibres de pouvoirs au sein du parti et remplace plusieurs postes vacants, un peu plus d'un an avant les prochaines élections nationales. Si une grande partie des ministres conservent leur poste, le nouveau gouvernement est marqué par la nomination de Paul Mashatile comme vice-président – en remplacement de David Mabuza, qui avait annoncé sa démission quelques jours plus tôt – et l'arrivée d'un nouveau Ministre de l'électricité, Dr Kgosisentsho Ramokgopa. L'ancien responsable de l'unité présidentielle en charge des investissements et des infrastructures aura la tâche délicate de produire des résultats rapides pour répondre à la crise énergétique historique que traverse le pays. Parmi les nouveaux entrants, on peut noter l'arrivée de trois autres ministres auprès de la Présidence, à savoir Mme Khumbudzo Ntshavheni, chargée de la communication et des technologies numériques, de Mme Maropene Ramokgopa, chargée de la planification, du suivi et de l'évaluation de la performance du gouvernement, portefeuille transversal qui devrait lui permettre de superviser une partie de l'action du gouvernement – elle conserve par ailleurs sa fonction de secrétaire générale adjointe de l'ANC, suite à une ascension éclair au sein du parti et du gouvernement – et de Dr Nkosazana Dlamini Zuma en charge des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. A noter, la nomination de Sindisiwe Chikunga au ministère des transports, en remplacement de Fikile Mbalula, nommé Secrétaire général de l'ANC et sur lequel pesaient de forts soupçons de corruption.

Afrique du Sud



L'économie se contracte au quatrième trimestre, portant la croissance annuelle à 2,0% en 2022 (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (Stats SA), le PIB a reculé de 1,3% au quatrième trimestre 2022 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une hausse de 1,8% au trimestre précédent. Sur la période, les secteurs qui ont le plus contribué à la contraction sont les services financiers (-2,3%, soit une contribution négative de 0,6 point), le tourisme (-2,1%, soit -0,3 point), l'industrie minière (-3,2%, soit -0,1 point) et l'agriculture (-3,3%, soit -0,1 point). Les secteurs des transports (+0,7%, soit +0,1 point) et de la construction (+0,5%, soit +0,0 point) ont en revanche enregistré une croissance positive au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance, qui bénéficie du rebond inattendu enregistré au troisième trimestre (+1,8% en évolution trimestrielle) a atteint 2,0% (contre 4,9% en 2021 et une prévision de 2,5% en 2022 dans le budget pour l'exercice 2023/2024 présenté le 22 février dernier), portée par les services financiers (+3,9%, soit une contribution positive de 0,9 point), les transports (+8,6%, soit +0,6 point), les services à la personne (+2,7%, soit +0,4 point) et le tourisme (+3,5%, soit +0,4 point). En 2023, la croissance devrait significativement ralentir (+0,1% pour Nedbank, +0,2% pour BNP-Paribas, +0,3% pour la SARB et +0,9% pour le ministère des Finances).

Stellantis, le DTIC et IDC signent un accord cadre pour la production de véhicules en Afrique du Sud

Le constructeur automobile franco-italien a annoncé la signature d'un accord avec les autorités sud-africaines (*Industrial Development Corporation* – IDC et le *Department of Trade, Industry and Competition* – DTIC) pour l'installation d'une unité de production en Afrique du Sud d'ici à fin 2025. Largement présent en Amérique du Nord et en Europe, Stellantis se tourne vers les marchés émergents du Moyen-Orient et de l'Afrique notamment pour faire face à ses difficultés en Chine. Le groupe automobile entend développer son activité historique, centrée autour du moteur thermique, dans un contexte où la majorité des véhicules produits en Afrique du Sud sont à destination du marché européen, en pleine mutation vers les véhicules électriques. En 2022, Stellantis a vendu 415 000 véhicules en Afrique et au Moyen-Orient (12% des parts de marché, derrière le japonais Toyota). D'autres développements significatifs sont à l'œuvre dans cette région stratégique, à l'instar des 300 M EUR investis récemment au Maroc ou de l'usine de Bursa, en cours de développement en Turquie. A ce stade, ni le montant, ni l'emplacement, ni la capacité de production du projet sud-africain n'ont été dévoilés.

S&P Global Ratings dégrade la perspective de sa notation souveraine de positive à stable

Le 8 mars, l'agence S&P Global Ratings a abaissé la perspective de la notation souveraine de l'Afrique du Sud de positive à stable. Les notes de la dette extérieure de long terme et la dette domestique sont maintenues à respectivement BB- et à BB, soit trois et deux crans en-dessous de la catégorie d'investissement. La notation souveraine de l'Afrique du Sud retrouve ainsi ses niveaux du mois de mai (amélioration de la notation de stable à positive le 20 mai dernier). L'agence américaine justifie sa décision par les délestages électriques qui pèsent sur la croissance à court et moyen termes, ainsi que par l'insuffisance des réformes visant à améliorer les infrastructures et la gouvernance des entreprises publiques. L'agence de notation souligne en

revanche les forces de l'économie sud-africaine (une banque centrale indépendante, un taux de change flexible, et un secteur financier sophistiqué). Notant que les efforts déployés par le gouvernement pour atténuer la crise énergétique (état d'urgence énergétique déclaré le 9 février, mesures visant à encourager la mise en service par les entreprises et les particuliers de nouvelles capacités d'énergie renouvelable détaillées dans le budget présenté le 22 février, nomination d'un ministre de l'énergie le 6 mars) mettront du temps à produire des effets, S&P revoit ses perspectives de croissance à la baisse pour l'année 2023 (+1%, soit -0,5 point) et la période 2024-26 (+1,7%). Sous l'effet de la reprise partielle (à hauteur de 60%) de la dette d'Eskom par le gouvernement, S&P prévoit une hausse de la dette publique à 78,7% du PIB en 2026, contre 71,5% en 2022.

Le ministère de l'environnement suspend l'installation de Karpowership dans le port de Saldanha

Le ministère de l'environnement sud-africain (DFFE), a suspendu la demande d'autorisation environnementale de la société turque Karpowership SA, pour son contrat de fourniture de 320 MW dans la baie de Saldanha, sur la côte ouest du pays. Pour rappel, l'entreprise devait fournir trois centrales électriques à gaz embarquées sur ses navires pour une capacité totale installée de 1,2 GW. Malgré le contexte de crise énergétique, l'état d'urgence énergétique national et les nombreuses déclarations du ministre de l'énergie Gwede Mantashe – fervent défenseur du projet gazier, le DFFE a suspendu l'autorisation environnementale, en réponse aux accusations de l'association Green Connection concernant la non-conformité de l'enquête environnementale réalisée.

L'indice de confiance des entreprises recule à nouveau au premier trimestre (RMB/BER)

L'indice de confiance des entreprises RMB/BER a reculé pour le quatrième trimestre consécutif au premier trimestre 2023 à 36 points, soit une baisse de 2 points. Il se maintient donc en deçà du seuil des 50 points depuis le troisième trimestre 2021, signe de la dégradation continue de la perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises. Selon le *Bureau of Economic*

Research de l'Université de Stellenbosch (BER), la baisse aurait pu être plus importante au regard de l'intensité des délestages électriques et de la baisse des activités commerciales. L'impact des coupures de courant est particulièrement perceptible dans le secteur manufacturier (17 points, soit - 9 points), qui souffre d'une forte baisse de la production et des volumes de ventes. Les infrastructures logistiques se dégradent progressivement, les budgets d'investissement des entreprises étant absorbés par la question énergétique. Les points de vente au détail (34 points, soit - 8 points) souffrent également d'une baisse de la demande, sous l'effet de l'inflation qui contraint les budgets des ménages.

Le rand sud-africain poursuit sa dépréciation

Le rand sud-africain poursuit sa dépréciation face au dollar américain, atteignant la parité de 18,64 pour 1 USD le 9 mars contre 17,75 le 9 février. Après une dévaluation de 2% sur la seule journée du 2 mars, il pourrait atteindre prochainement la parité de 19 ZAR pour 1 USD, se rapprochant ainsi des niveaux enregistrés au cœur de la pandémie de Covid-19 (19,34 ZAR pour 1 USD en avril 2020). Les niveaux inédits des délestages électriques, la contraction du PIB enregistrée au quatrième trimestre 2022, les annonces relatives au remaniement ministériel (accueillies frileusement par les milieux d'affaires) et l'inscription du pays sur la liste grise du GAFI le 23 février dernier sapent progressivement la confiance des marchés et des entreprises, tandis que le dollar, qui bénéficie de la politique monétaire conduite par la Fed, continue de s'apprécier. Le rand se déprécie également vis-à-vis de l'euro, atteignant la parité de 19,64 ZAR contre 1 EUR le 9 mars contre 19,11 ZAR pour 1 EUR le 10 février (-2,8%).

Des résultats encourageants pour la compagnie aérienne nationale SAA, qui peine à finaliser sa privatisation

La compagnie aérienne South African Airways (SAA) affiche des résultats en hausse et des perspectives de développement encourageantes: elle prévoit notamment de doubler sa flotte d'ici 2024/25 pour relancer son offre long-courrier et de réactiver son activité de fret. Toutefois, son processus de privatisation

fait face à de nouveaux obstacles. Le rachat de la compagnie par le consortium Takatso, signé en juin 2021, devait apporter 3Mds ZAR (180M EUR) de trésorerie sur trois ans. Toutefois, le consortium a suspendu le versement des fonds suite à l'annonce d'un renflouement, dédié au remboursement des dettes de SAA, jugé insuffisant (1 Mds ZAR - 55 M EUR). Autre menace sur la concrétisation de l'accord, le régulateur national de la concurrence pourrait s'opposer à la présence dans le processus de Global Airways, déjà propriétaire du transporteur régional Lift et partenaire dans le consortium retenu pour racheter 51% des actions de SAA.

Les réserves d'or et de devises étrangères diminuent en février, après un record fin janvier (SARB)

Selon les données de la Banque centrale sud-africaine (SARB), les réserves sud-africaines d'or et de devises étrangères ont diminué de 0,9 Md USD au mois de février (61 Mds USD fin février), après un pic record le mois précédent (61,9 Mds USD). Cette variation s'explique principalement par la baisse du cours de l'or (-5% sur un mois à 1807,9 USD), dont l'équivalent en USD a atteint 7,3 Mds USD fin février, contre 7,7 Mds USD un mois plus tôt, couplée à la dépréciation du Rand (-1,9% par rapport à l'USD sur la période). Les liquidités internationales (réserves de change dont les banques centrales disposent pour régler les déficits de la balance des paiements) de l'Afrique du Sud s'établissaient ainsi à 54,1 fin février, contre 54,8 Mds USD le mois précédent.

Angola

Visite officielle du président Emmanuel Macron en Angola

Le Président de la République a effectué le 3 mars une visite officielle en Angola au cours de laquelle il a conclu les travaux du « forum de lancement d'un partenariat de production France-Angola en matière agricole et agroalimentaire » et s'est entretenu en tête-à-tête avec le Président João Lourenço. Le partenariat franco-angolais vise à constituer des filières intégrées, de la production à la transformation agroalimentaire, dans un pays

dépendant de ses importations alimentaires. Les secteurs prioritaires identifiés concerneront principalement le manioc, le maïs, le soja, le coton, les céréales, l'élevage, la pisciculture ou encore la revitalisation de la filière café. Dans le même sens, deux nouveaux prêts de l'AFD (secteur de l'eau et café) ont été signés à cette occasion ainsi qu'un amendement au contrat de vente d'un satellite d'observation de la terre rebaptisé Angeo 1 (ex Angosat 3) par Airbus D&S.

L'Angola crée un cadre opérationnel permettant l'accès à des financements durables à conditions préférentielles

La Commission économique du Conseil des ministres a approuvé fin février le cadre opérationnel pour le financement de projets durables qui établit les lignes directrices de l'État angolais sur le marché international de la dette.

L'Angola va désormais avoir accès à un ensemble de financements qui tendent à être concessionnels (durée de crédit de plus de 15 ans avec taux d'intérêt inférieur à 3 %) de la part d'institutions financières internationales et de fonds d'investissement sur des projets répondant aux Objectifs de développement durable (ODD).

Malawi

Le gouvernement présente son projet de budget pour l'exercice 2023/2024

Le 2 mars, le Ministre des Finances, M. Sosten Gwengwe, a présenté devant le Parlement son projet de budget pour l'exercice 2023/2024, intitulé « Premier plan décennal de mise en œuvre du Plan Malawi 2063 ». L'exercice 2022/23 enregistre un déficit de 1 kMds MWK (-8,8% du PIB et 930 M EUR), la dette publique atteignant 7,9 kMds MWK en décembre 2022 (7,4 Mds EUR, soit 69,9% du PIB, en hausse de 12,9 points depuis mars 2022). La croissance a ralenti à 1,2% en 2022, sous l'effet de pénuries d'électricité, de conditions climatiques difficiles et d'une inflation élevée (+20,9% en 2022), due notamment à des facteurs externes. Pour l'exercice 2023/24, le gouvernement table sur une croissance de +2,7% (-1,3 points par rapport au budget précédent présenté le 18 février 2022),

portée par la progression du secteur de l'agriculture et la stabilisation des secteurs de l'énergie et des mines, et sur un déficit de 8,7% du PIB (-1,3 kMds MWK, soit une hausse nominale de 30%), en lien avec l'ajustement des salaires par rapport à l'inflation et l'augmentation du service de la dette. Les recettes seraient en hausse à 2,6 kMds MWK, soit 2,4 Mds EUR). Les dépenses atteindraient quant à elles 3,9 kMds MWK (soit 3,6 Mds EUR), dont 15% dans le secteur de l'éducation et 12% dans le secteur agricole. Pour rappel, le Malawi est actuellement engagé dans un processus de restructuration de sa dette (dont 18,3% de la dette publique, représentant 10,3% du PIB, arrivaient à échéance au cours de l'année 2022/23) avec ses créanciers internationaux.

Mozambique

L'indice de confiance des entreprises rebondit en février (Standard Bank)

L'indice PMI (*Purchasing Manager Index*) de la Standard Bank of Mozambique (relayé par S&P Global Rating) a atteint 50,5 points en février, après 48,2 points au mois de janvier. L'indicateur, qui mesure la confiance du secteur privé dans son ensemble (secteurs minier, manufacturier, des services, de la construction et du commerce – sur la base de données recueillies auprès d'un panel de 400 entreprises), est reparti à la hausse après quasiment huit mois de baisse consécutive, passant au-dessus de la barre des 50 points (signe d'une perception d'une reprise de l'activité par les chefs d'entreprise). Cette bonne performance s'explique par la reprise de la demande. La baisse du nombre de travailleurs dans l'agriculture et les services est largement compensée par les créations d'emplois dans les secteurs manufacturiers, de la construction et du commerce de gros et de détail. Plusieurs risques pèsent toujours sur la croissance (une inflation toujours élevée, à +9,5% en janvier ; une politique monétaire restrictive ; des risques climatiques qui pèsent sur la production agricole).

Namibie

La Banque centrale publie ses perspectives économiques (Bank of Namibia)

La Banque centrale namibienne (BoN) a publié début mars ses perspectives économiques trimestrielles pour 2023 et 2024. Elle prévoit un ralentissement de la croissance à respectivement +3% et +2,9% en 2023 et 2024 après +4,2% en 2022, en lien avec la faible demande mondiale et la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs. Il s'agit toutefois d'une révision à la hausse par rapport à ses prévisions de décembre (+2,7% en 2023 et +3,9% en 2022). Les industries primaires continueraient d'enregistrer une forte croissance (respectivement +5,2% et +2,8% en 2022 et 2023), en lien avec les bonnes performances du secteur diamantifère : +8,2% en 2023 après une croissance de +38,3% en 2022 qui a suivi le déploiement du navire d'exploitation minière *Benguela Gem*. Selon l'institution monétaire, le déficit du compte courant namibien se contracterait de 13% en 2022 à 5,4% en 2023, sous l'effet d'une hausse significative des revenus de la SACU (+52,2%), d'une croissance des exportations (+6,6%) et d'un ralentissement des importations (-2,5%). Le déficit commercial se réduirait ainsi de 36,3 Mds NAD (1,86 Mds EUR) en 2022 à 29,2 Mds NAD (1,49 Mds EUR) en 2023 (-19%). Le déficit du compte financier se réduirait quant à lui de 28,7 Mds NAD à 7,3 Mds NAD en 2023 (soit 1,47 Mds EUR et 0,37 Mds EUR), en lien avec des investissements nets de portefeuille inédits à +4,6 Mds NAD contre -4,2 Mds NAD en 2022 (soit +0,24 et -0,21 Mds EUR).

Zimbabwe

Le gouvernement a décidé de ne plus communiquer sur le taux d'inflation en monnaie locale

Le 3 mars, le gouvernement a publié une loi portant sur un nouveau mode de calcul et de communication de l'inflation au Zimbabwe. Il ne communiquera désormais plus que sur un taux d'inflation combiné (*blended inflation*), calculé sur la base d'un panier de prix en USD et ZWL. L'économie zimbabwéenne étant largement

dollarisée (à 70% selon les données de la Banque centrale), ce calcul mixte permet ainsi de mieux prendre en compte la réalité de l'économie. Cette nouvelle présentation, qui intervient à quelques mois des prochaines élections présidentielles et alors que le taux d'inflation en monnaie locale atteignait toujours 230% (en glissement annuel) au mois de janvier, permet toutefois aux autorités de masquer les évolutions de la monnaie locale, dont la valeur continue par ailleurs de s'effondrer (904 ZWL pour 1 USD début mars 2023, soit -31% par rapport à l'USD depuis début janvier). Pour rappel, le Zimbabwe souhaite bénéficier d'un apurement de ses arriérés et d'une renégociation de sa dette. Une plateforme internationale de concertation, qui réunit, sous l'égide de la Banque africaine de développement et de Joaquim Chissano (ancien président du Mozambique), les principaux ministres zimbabwéens et l'ensemble des créanciers du pays, a été lancée le 1^{er} décembre dernier. Le Zimbabwe fait toutefois toujours l'objet de sanctions internationales ciblées sur des individus et des entreprises de la part des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Le Président Biden a renouvelé le 1^{er} mars dernier la loi ZDERA (*Zimbabwe Democracy and Economic Recovery*

Act), qui impose aux représentants américains dans les IFIs de s'opposer à la restructuration de la dette zimbabwéenne due aux Etats-Unis. L'Union européenne a par ailleurs reconduit le 28 février dernier le régime de mesures restrictives visant le Zimbabwe (gel des avoirs de l'entreprises ZDI (*Zimbabwe Defence industries*) et embargo sur les armes).

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	09/03/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,57 ZAR	-2,1%	-5,4%	-18,9%	-8,5%
Angola	504,2 AOA	0,0%	0,0%	-7,4%	-0,1%
Botswana	13,2 BWP	-0,9%	-3,3%	-13,1%	-4,4%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	20,2 ZMW	-1,3%	-4,9%	-9,6%	-10,4%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : Léopold VINOT et Pierre FINOT
SE de Luanda et SE de Maputo
revu par Claire JOLLY et Flora BOUBOUR

Pour s'abonner :

[s'inscrire ici](#)